

PROCES-VERBAL DE LA SESSION EXTRAORDINAIRE DE L'ASSEMBLEE POPULAIRE DE WILAYA DE TIZI-OUZOU ELARGIE AUX ELUS LOCAUX ET NATIONAUX

TENUE LE 12 JUILLET 2008

L'An deux mille huit et le douze du mois de Juillet à 10h45' s'est tenue la session extraordinaire de l'APW élargie aux élus locaux et nationaux, en son siège sous la présidence de M. IKARBANE Mohamed.

ETAIENT ABSENTS :

- M. Le Wali
- Les membres de l'exécutif de wilaya
- Les élus du groupe FFS
- Les élus du groupe RND

ETAIENT PRESENTS :

- Liste d'émargement ci-après : (voir annexe)

ORDRE DU JOUR :

- Situation sécuritaire de la wilaya

Ouvrant la séance, M. Le Président a demandé à l'assistance d'observer une minute de silence à la mémoire des victimes d'hier et d'aujourd'hui. Ce qui fût fait.

Puis, de poursuivre : avant d'entamer notre journée, on va écouter l'hymne national. (L'assistance s'est mise debout et a écouté l'hymne national d'ouverture des travaux de la session).

Mesdames et messieurs les journalistes,
Chers amis élus,
Chers invités,
Bonjour, une autre fois.

Nous allons entamer l'ordre du jour qui est lié à la sécurité au niveau de notre wilaya et je vous propose l'ordre du jour suivant pour adoption:

Mais, tout d'abord, quels sont ceux qui sont pour, le bureau qui est ici ?

Bureau composé de : Messieurs :

- | | |
|--------------------|-----------------------------|
| - METAHRI MED SAID | V/Président APW |
| - IMAZATEN ACHOUR | Député |
| - LAKHDARI SAID | Député |
| - BELHADJ MOHAMED | Président APC de Tizi-Ouzou |
| - AIT SAID HAMID | Président APC d'Iferhounène |

Soumis à l'adoption, il obtient le consensus général. Cette adoption de principe dira t-il, sera suivie de l'adoption de l'ordre du jour suivant :

Je vais donner lecture d'une déclaration préliminaire m'engageant en tant que Président de l'APW. Cette déclaration préliminaire sera suivie d'un débat ouvert pour les députés, les sénateurs, les élus APW, les maires et leurs exécutifs.

A la fin des débats, nous allons vous proposer une commission de rédaction qui va nous proposer une déclaration finale consacrant les travaux de notre journée qui sera remise à la presse et à toutes les autorités concernées. J'entends par autorités, le Wali et le ministère de l'Intérieur.

Quels sont ceux qui sont pour cet ordre du jour ? (Approbation à l'unanimité) – Quels sont ceux qui sont contre cet ordre du jour ? (Néant) – Merci.

Début de citation :

«L'APW de Tizi-Ouzou, organise aujourd'hui, une journée sur la sécurité dans la wilaya. Il ne s'agit nullement pour nous de nous substituer aux professionnels de la sécurité mais, d'exercer une prérogative légale et légitime, qui consiste à répondre aux inquiétudes et questionnements de la population sur une préoccupation cruciale, sur son bien être.

Il s'agit pour nous de communiquer dans la transparence, ce qui est un devoir et un prélude à la production de solutions de sortie de la crise de confiance qui affecte la relation du citoyen avec l'Administration.

Le citoyen, a le droit de savoir et de comprendre que devant, la confusion entretenue par la convergence d'intérêts maléfiques, on entend une chose et son contraire en particulier, en matière de sécurité.

Plus l'opinion publique est associée au débat, moins, les manipulations ont des chances d'aboutir et de perturber la région.

C'est à cause du manque de communication que la population est mal en Algérie car, les décisions ne sont pas toujours compréhensibles, ce qui se répercute sur le moral des forces de sécurité.

La sécurité est une condition primordiale à toute action de développement.

La sécurité, c'est aussi, de garantir la quiétude du citoyen face à la délinquance et le moins qu'on puisse dire, cette région a connu un laxisme coupable quand il s'agit de sanctionner des auteurs de méfaits avérés surtout quand ils servent les tenants du terrorisme.

Enfin, l'APW salue haut et fort, les élus qui œuvrent à la prospérité de la région et accueille fièrement les résultats du Baccalauréat qui classent notre wilaya à la première loge au niveau national (applaudissements de l'assistance).

N'est ce pas un présage au profit de l'élu ?

Le 12.07.2008

Le Président de l'APW »

Fin de citation

Je voudrais juste rajouter en marge de cette déclaration : que ceux qui se sont exclus d'eux même de ce débat, assument leur entière responsabilité. Ceux qui ne se sentent pas interpellés par la demande citoyenne, par la dégradation de la sécurité, ne peuvent pas trouver des excuses. Nous les laissons responsables face à leur conscience. A bon entendeur salut !

Après cette déclaration, un débat libre et franc est attendu de nous. Tout un chacun peut intervenir dans le strict respect de l'ordre du jour et de cordialité. Nous n'avons pas ; nous n'ambitionnons pas de transformer cette journée en un lieu de débats contre une force donnée ou en faveur d'une force donnée des corps de sécurité.

Comme, nous ne voudrions pas faire un jeu d'invectives.

Nous avons un débat fort et responsable de tout un chacun de nous. Nous sommes quotidiennement interpellés. Nous sommes là, pour exercer pleinement notre devoir d'élus.

Alors, qui veut commencer le premier ? C'est toujours le premier à intervenir qui est difficile. Oui, Monsieur BOUDIAF Boussad.

M BOUDIAF BOUSSAD (Député)

Azul fellawen. Je vais réagir pour ne serait ce que pour lancer le débat.

A mon avis, le débat sur la sécurité se situe à plusieurs niveaux - J'allais dire, concerne plusieurs partenaires. Il y'a naturellement, les corps de sécurité. Il y'a aussi, l'administration au niveau wilaya et au niveau décentralisé. Il y'a aussi, les citoyens et les élus.

Dans le monde entier, en ce qui concerne les services de sécurité, ils ne peuvent agir que s'ils ont des renseignements. Le renseignement, est à la base du corps de sécurité que ce soit en ce qui concerne la délinquance, que ce soit pour le terrorisme et sur beaucoup d'autres plans. Il faut comprendre que le renseignement, ce n'est pas de la délation. Mais, faudrait il que les corps de sécurité reçoivent le renseignement. Il faudrait que lien qu'on appelle, assurance ou confiance, existe, entre les citoyens et les corps de sécurité. Et c'est ce lien de confiance, à mon sens, qui manque.

Sans le renseignement, les corps de sécurité sont handicapés. Comme le renseignement est fourni par les citoyens et si, les citoyens n'ont pas confiance aux corps de sécurité. Les corps de sécurité, s'ils ne reçoivent pas le renseignement, vous comprenez, l'handicap.

En terme de confiance, est ce que les citoyens manquent de confiance ? C'est à mon sens, une partie de certains excès de certains corps de sécurité. Ce sont des bavures. Nous tirons, des coups et lorsque les bavures sont nombreuses, elles ne se gèrent pas les bavures, elles deviennent un mode de fonctionnement.

Donc, je disais, si le renseignement manque, les corps de sécurité – quand je dis : corps de sécurité, je vous dis franchement, je me fiche de la couleur de la tenue. Ce n'est pas ça qui m'intéresse.

Ce n'est pas aussi, la présence massive des corps de sécurité dans la wilaya. Les corps de sécurité au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, il y'en a même de trop. Mais, concrètement sur le terrain, quotidiennement, toutes les minutes, partout où, c'est nécessaire, leur présence serait beaucoup plus visible et efficace que la présence fictive dans des postes barricadés, barricadés ! Comment voulez vous que la notion de confiance, existe ! Lorsque les commissariats sont transformés en « Bunkers ». Cela veut dire : Que Dieu sauve ma tête ! Ca veut dire que: nous, nous existons et nous survivons pour nous. Ca veut dire aussi, que lorsque nous ne nous occupons pas de leur petite délinquance, maintenant, demain, si ce n'est pas déjà trop tard, elle se réorganise ou elle s'organise et ça deviendra inéluctablement, une grande délinquance.

A mon sens et ce n'est qu'un point de vue, pour qu'on s'adjudgera la notion de confiance, elle doit être établie dans les faits et la balle est dans le camp des corps de sécurité. Merci.

M HADJ SAID NACER :

M. Le Président,

Chers amis élus,
Honorable assistance,
Azul fellawen, soyez les bienvenus.

Donc, tout au début, je tiens à saluer cette initiative très louable parce que et étant depuis très longtemps, nous vivons cette situation d'insécurité au niveau de notre wilaya mais, on n'a jamais pu se réunir comme ça, en tant qu'élus, véritables représentants de la population pour débattre des problèmes que vivent nos concitoyens et notre wilaya quotidiennement.

C'est louable aussi, parce que, aussi, c'est la première fois, que de véritables représentants de la population élus, de toutes tendances confondues se réunissent afin de débattre de ce problème qui est tant attendu par la population.

Vous savez tous que nous avons vécu quotidiennement ce problème d'insécurité parce que nous sommes d'abord de cette wilaya et nous vivons ce problème au même titre que l'ensemble des citoyens de la wilaya. Aussi, en tant qu'élus, nous sommes interpellés quotidiennement dans les villages, dans les quartiers honnêtes et donc, jaloux de la sécurité de notre région.

Nous la vivons en tant qu'élus, parce qu'également, notre wilaya, malgré la puissance d'argent, malgré la manne financière, la volonté de développer notre wilaya, on ne peut pas développer sérieusement parce qu'on ne peut pas travailler sans la sérénité.

On assiste aujourd'hui à un grand nombre d'entrepreneurs qui ont quitté cette wilaya. Le ralentissement du développement de notre wilaya qui n'a pas uniquement comme seul facteur, le problème de la sécurité, mais, c'est l'élément le plus important.

C'est pourquoi donc, aujourd'hui, le débat doit être autour de ce problème et même la population sera très contente, que ses véritables représentants au niveau de la wilaya discutent de ce véritable problème que nous vivons quotidiennement.

Il est nécessaire, mes amis, parce que la wilaya vit ce problème presque de façon de plus en plus sérieuse. Alors que ce week-end, je me suis déplacé jusqu'à Tiaret, sincèrement, à partir d'Alger, il y'a un climat calme ; je roulais de jour comme de nuit sans problèmes.

Il y'a la présence des corps de sécurité mais, pas ce genre de barricades, ce genre de ... et je sais qu'à partir de Blida, il y'a quelques ajustements, vous savez, comment Blida était ? Sincèrement, aujourd'hui, il y'a une nette amélioration dans ces régions.

Si, je cite cet exemple, c'est tout simplement parce que comme disent les Arabes : « le malheur des uns fait le bonheur des autres ». Cela veut dire que si la wilaya de Tizi-Ouzou, vit le climat d'insécurité c'est le cas de toutes les wilayas au niveau national. Mais, aujourd'hui, la wilaya de Tizi-Ouzou le vit d'une manière plus cruciale et très dangereuse.

Mes frères, il est temps de réfléchir sérieusement à ce problème et bien sûr, en tant qu'élus, seuls représentants de la population au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou. Il est de notre devoir d'interpeller les forces, les pouvoirs publics, l'administration, les corps de sécurité, Le Ministre de l'Intérieur, La Présidence de la République, la Chefferie du Gouvernement afin, d'apporter, quand même, un minimum de sécurité à notre citoyen.

La situation au sein de notre wilaya, je vous cite, par exemple, aujourd'hui, au niveau de la ville d'Azazga où, je travaille et vis quotidiennement, le Commissariat est complètement barricadé et a un périmètre de sécurité pour se protéger et toute une région comme Azazga, est complètement bloquée et les citoyens, ne peuvent même pas se rendre, chez eux. Ca veut dire, c'est les corps de sécurité qui se cachent derrière les citoyens sans pour autant que j'accable les corps de sécurités. Non, nous ne sommes pas les spécialistes de la sécurité, les spécialistes de la police, de la gendarmerie, de tous ces services, mais nous sommes les portes parole de ces

citoyens, on doit interpeller avec force, l'ensemble des responsables afin d'assurer un minimum de sécurité et d'ailleurs, l'Etat, a le devoir d'assurer la sécurité des biens et des personnes.

M. Le Président,

A partir de cette approche, qui restera à mon avis historique au niveau de notre wilaya, on doit sortir avec une déclaration ferme, à la hauteur des élus, à la hauteur des citoyens, à la hauteur de cette région. Nous devons interpeller les pouvoirs publics comme je l'ai dit, cette fois ci, parce que, nous, en tant qu'élus, nous n'interpellons pas les pouvoirs publics, si, les choses ne se prennent pas en charge au sein des responsables locaux, croyez moi mes chers amis que les citoyens, aujourd'hui, de la Kabylie sont prêts à s'organiser en tant que comités de villages, en tant que comités de quartiers pour faire face avec ou sans nous.

Donc, soyons à la hauteur de cette tâche et je vous remercie.

M. LE PRESIDENT :

Je veux juste apporter une précision qui est à mon avis de taille. Moi, je ne dirai pas que toutes tendances confondues, je n'irai pas jusque là, je dirai que dans cette salle, la population est très largement représentée. Il y'a une très large majorité des élus qui représentent la population de la wilaya de Tizi-Ouzou. C'est l'essentiel. J'ai dit au début de cette journée, que ceux qui se sentent exclus d'eux même, assument l'entière responsabilité.

Donc, pour moi, l'essentiel, est que les présents représentent largement la majorité de la population. Il y'a un autre point que j'aimerais soulever. Il y'a de l'insécurité dans cette région depuis maintenant, 6 ans ou 7 ans mais, hélas, nous remarquons un mouvement qui ne peut tromper personne quant à la volonté des uns et des autres de revenir sur scène et d'usurper la responsabilité qui n'est pas la leur à savoir, la représentativité citoyenne.

Nous tenons à réaffirmer fermement, que nous sommes les seuls représentants de la population. Il ne peut y avoir d'autres représentants de la population. La représentation se donne par les urnes et nous sommes sortis des urnes quoi que l'on dise, quoi que l'on fasse ! (Applaudissements). Et, toute position des pouvoirs publics et autres visant à trouver un substitut, ne peut trouver lecture à notre niveau que celle qui consiste à dire qu'on va replonger la région dans le chaos, chose que nous n'accepterons jamais parce que, encore une fois, nous sommes mandatés pour le dire et le redire ! (Applaudissements).

M SAHEB HAKIM : (Député)

Azzoul fellawen, bonjour tout le monde.

M Le Président,
Messieurs les membres du bureau,

Mes chers amis, élus locaux ou à l'échelle wilaya ou nationale,
Azzoul fellawen.

Moi, je voudrai dire *Thanemirth* au bureau de l'APW d'abord, qui a organisé cette journée. Je crois que dans les annales et sans complaisance aucune, c'est une première. Non seulement l'initiative est louable politiquement mais aussi, pour une fois, nous pouvons associer dans le même hémicycle, dans la même salle, des élus de divers partis, des élus de différents niveaux et c'est important à mon avis.

C'est une occasion aujourd'hui, qui nous est donnée parce que tous ces élus quelque soient, leurs groupes politiques, quelque soit leur appartenance politique, ma conviction est que nous partageons en commun la situation sécuritaire demain et loin de toute pression et c'est ça la première. Il faut, on ne cessera pas de dire que c'est une première.

La deuxième, c'est la question elle-même. C'est une question cruciale qui se pose dans le sens où elle conditionne l'avenir d'une région. On sait que sans la sécurité, point de développement. Et d'ailleurs, à mon avis, nous pouvons débattre aujourd'hui, c'est que nous sommes conscients de celle-ci. Nous voudrions une fois, pour toute, de façon irrémédiable, à condamner la Kabylie à la régression.

Si, ce n'est pas la sécurité, c'est les émeutes, la violence, c'est le terrorisme. Nous vous disons basta ! Et, je pense que l'ensemble des élus ici, dit, basta ! Nous sommes fatigués ! La population est fatiguée. Elle nous a désigné - pour reprendre l'expression de M. Le Président de l'APW - seuls, les élus, parce que nous avons le problème de la population.

Aujourd'hui, et c'est mon sentiment, je dirai que c'est question importante car, ce que disait tout à l'heure mon ami BOUDIAF, c'est une question de mon point de vue, il va falloir la discuter en toute sérénité et avec courage par rapport à son origine, par rapport aussi, aux conséquences. Alors, c'est tout aussi une question à doubles facettes dans son origine. C'était le terrorisme, c'est justifié et un certain nombre parmi nous en témoignent ; des gens qui ont fait face donc, nous n'avons aucun complexe de ce point de vue. Mais aussi, à cette question nationale, il y'a le banditisme. C'est la violence terroriste d'hier qui a permis la prolifération de ce phénomène de la délinquance et il en résulte aussi, une certaine sécurité. Penser à certains problèmes que j'appellerai en ces termes, c'est la violence politique mes amis.

Quand il y'a jonction du terrorisme aux manipulations et quel qu'elles soient, il y'a toujours des situations d'injustice. Et, aujourd'hui, me semble t-il, le message, M Le Wali, dernièrement le disait, il faut le rappeler, nous n'avons pas la mémoire courte, au lendemain des élections locales, la population de la Kabylie ou de la wilaya de Tizi-Ouzou, s'est majoritairement exprimée et s'est clairement définie et elle a même choisi ses représentants.

Donc, ce n'est pas 7 mois à peine après, qu'on reviendra avec des thèmes qu'on va débattre avec des gens autoproclamés et qui étaient eux mêmes candidats et qui étaient disqualifiés. Ils étaient disqualifiés (Applaudissements). Je pense même que la population les a disqualifiés par l'histoire. Enfin, aujourd'hui, le consensus de la Kabylie dit : nous sommes fatigués par la violence, l'émeute, la répression. Non, la Kabylie a besoin de prospérité et la prospérité ne peut venir que s'il y'a la stabilité. Et c'est à nous justement, d'en tirer les conséquences.

Distinguer à chaque fois la wilaya de Tizi-Ouzou par rapport à cela. Et moi, je vous dis une chose, franchement, autant, je salue cette initiative mais, je regrette l'absence des pouvoirs publics parce que, il est aujourd'hui impératif que tout un chacun puisse donner un bilan qui sera exhaustif ou partiel, qui tienne compte des évaluations et qui tienne compte aussi, des données sécuritaires. Nous ne sommes pas des agitateurs mais nous voudrions que le citoyen, est en droit de savoir, la constitution lui donne ce droit, la loi lui donne ce droit. Les citoyens doivent être informés de tout ce que font les pouvoirs publics.

Je voudrai aussi, souligner, mes frères, les conséquences sont quand même incalculables depuis 1993 sur notre économie. Les mesures sont drastiques sur l'économie régionale et sont drastique aussi, notamment, sur le plan social du moment qu'il va falloir passer aux conditions alors, je rejoins les premières propositions et la meilleure, ce qui me fait peur, c'est surtout ce chaos. La plus part de ceux qui ont de l'argent, sont partis, ils ont fui. Tout ce qui se passe, ça a finit de desservir la région. Je ne suis pas là, pour commenter quoi que ce soit. C'est des choses qui se trament contre la wilaya de Tizi-Ouzou et qu'on ne veut pas que le calme revienne. C'est-à-dire, dans la sérénité, dans la solidarité, la Kabylie a ses représentants ; la Kabylie vit en symbiose entre les citoyens et les élus qu'ils ont choisis.

Je termine là, car il est difficile aujourd'hui de commenter : un procès par là, des gens ont été fait sorti d'ici à cause du foncier, des choses qui se trament, pourquoi tout cela ? C'est quoi tout cela, mes chers frères? Il faut tirer la sonnette d'alarme ; il est temps de dire aujourd'hui, c'est à l'Etat d'agir. Les citoyens ont prouvé leur maturité, les citoyens ont prouvé le sentiment comme

quoi, ils sont capables et veulent vivre dans le calme et la quiétude et c'est au pouvoir de leur donner les moyens nécessaires. Donc, Basta !

Alors, je propose deux choses. La première, c'est d'interpeller en tout cas, on n'a pas à interpeller mais, exiger des pouvoirs publics, une évaluation, un bilan qui soit exhaustif sur cette question sécuritaire. En notre qualité d'élus, le droit à l'information, c'est un droit constitutionnellement consacré. Mais, l'Administration aujourd'hui, il ne faudrait pas qu'elle se désengage ! Il y a une deuxième, cela fou mal et cela n'engage que ma personne, c'est cet état de siège qu'on évoque à chaque fois. Cet état de siège qui dure depuis quelques temps. Alors que, j'ai un exemple, c'est l'exemple égyptien. C'est vrai que c'est une question politique qui ne peut pas engager une assemblée comme la notre ici, mais, il faut que l'on revienne à la vérité, à l'authenticité et au respect de l'esprit de la loi.

L'état de siège, n'est pas pour l'aviissement de la société, pour annihiler toute velléité d'opposition, pour contrôler les changements, non ! C'est le contraire ! C'est plutôt pour quadriller et d'assurer la sécurité et donner les moyens aux élus d'agir conformément à la constitution. C'est cela, l'état de siège, mes frères. Cela consiste à dire qu'il faut en finir avec ça car, aujourd'hui, ça n'a rien de récipro- pratique d'aspect pratique, sur le plan militaire, pour utiliser leurs propres termes. Donc, c'est celle là, mon intervention, il faut un bilan, s'il y a une proposition concrète ici, nous sommes là, on a été choisi, c'est nous qui allons rester, thanmirth si j'ai trop tardé...(Applaudissements).

M. BELABBAS MAHFOUD :

M. Le Président,
Mes chers amis,

Ces dernières années, la Kabylie est la cible d'attaques terroristes et l'Etat, semble impuissant. Cette région qui a beaucoup donné, avant et après l'indépendance, qui a enfanté des hommes et des femmes célèbres pour n'en citer que Lalla Fatma N'Soumeur, Abane, Amirouche, Djaout, Maatoub..., qui ne connaissaient ni, la peur, ni, l'angoisse, commence sérieusement, à se poser beaucoup de questions.

Comment, sommes nous arrivés là ? Quelle explication trouver ? De quoi sera fait demain ? Pourquoi la Kabylie ? Pourquoi, maintenant ? Aux multiples maux que vit la société algérienne, sont venus se greffer d'autres phénomènes gravissimes et auxquels font face aujourd'hui, les citoyens de cette région.

Je citerai entre autres, les blocages administratifs, les vrais - faux barrages, les incursions terroristes, les assassinats, les enlèvements, la jonction certaine du banditisme avec le terrorisme, les kidnappings, la délinquance, les vols, les trafiques de tous genres : trafiques de voitures, fausses monnaies. Tous ces mots qui n'étaient pas dans notre vocabulaire, sont devenus connus.

Le citoyen est poussé à l'irréparable et à tous les excès. Je crois qu'aujourd'hui, les citoyens ne demandent qu'une seule chose : sa protection et celle de ses biens. Il exige de l'Etat et dans l'urgence, un plan hors sec pour faire face à tous ces fléaux dont l'évolution prend des proportions inquiétantes.

Et, face à toutes ces menaces, la Kabylie refuse de mourir. Longtemps comparée à la Suisse, pour ses beaux paysages et sa liberté de ton, les citoyens qui nous ont accordé leur confiance, commencent à désenchanter et nous interpellent, tous les jours sur la situation sécuritaire qui se dégrade de plus en plus.

Il appartient à l'Etat, l'Etat seul, d'assumer ses responsabilités, d'assurer la sécurité des biens et des personnes. Pour l'heure, l'Etat est absent dans ses prérogatives et devoirs constitutionnels.

Allons-nous, baisser les bras devant l'immobilisme ambiant ? Oh que non ! C'est pour cela que nous sommes réunis aujourd'hui, dans cette salle, nous voulons débattre de la situation et tirer la sonnette d'alarme et situer les responsabilités.

Notre belle et rebelle, Kabylie, ne mourra pas ! Encore une fois, elle ne demande qu'à vivre même si, certains, souhaitent la miser, comme au poker.

A ceux là, nous disons : nous vous barrons la route. Cessez de jouer avec le feu ! Cessez de jouer de l'avenir de notre région et de l'avenir de nos enfants. Basta ! La jeunesse algérienne, en général et Kabyle, en particulier, ne rêve que d'une chose : vivre dans leur pays avec cette dignité retrouvée et ses rêves concrétisés.

Nous avons un pays formidable, une région extra ordinaire, charge à nous, de porter l'espoir et d'être des repères en apportant franchement et résolument, des réponses aux préoccupations légitimes de nos citoyens.

Peut-on continuer à voir, sans réagir, notre jeunesse s'embarquer sur des barques de fortune pour fuir l'Algérie, pour rejoindre le terrorisme, le banditisme ou bien le « hittisme ».

Les dernières élections M. Le Président, ont tranché par l'urne, la représentation de cette région. Nous devons respecter nos engagements et les pouvoirs publics, n'ont pas à redorer le blason de certains revanchards et chargés de missions. Que faire alors ? Où donner de la tête ? A quel saint se vouer ? A toutes ces questions, M. Le Président, nous devons répondre en toute liberté et de démocratie.

Nous lançons une mise en garde sérieuse, nous lançons une mise en garde sérieuse, à toute tentative qui vise à redonner vie aux charognards et qui sera interprétée comme une volonté de replonger la Kabylie dans le chaos.

Nous, élus du peuple, seuls et uniques représentants de cette population, nous sommes mandatés pour exprimer et clairement, les espoirs des citoyens, c'est en partie, ce que nous entreprendrons de faire aujourd'hui.

M. Le Président,
Mes chers amis,

Au risque de me répéter, la sécurité des biens et des personnes est constitutionnellement à la charge exclusive des pouvoirs publics. Charge à eux, de s'organiser concrètement et pratiquement, pour assurer cette fonction et soulager quelque peu les citoyens, demandeurs de droit et de justice.

M. Le Président,
Mes chers amis,

Encore une fois, la Kabylie, veut vivre et refuse de mourir. Merci pour de votre attention.
(Applaudissements)

M. METAHRI MED SAID :

Merci, M. Le Président.

Au nom de Dieu clément le miséricordieux et que le salut soit sur ses honorables prophètes.

Je veux essayer d'être très bref. Jaloux de l'Algérie et de notre wilaya et convaincu de deux choses.

La première, la population de Tizi-Ouzou a ras-le-bol. Elle est dans une situation critique, dans une situation de gabegie, dans une situation de banditisme. La Kabylie a ras-le-bol de tout ça.

La deuxième chose, je suis convaincu aussi, que les services de sécurité, sont en train de faire des efforts pour ramener de l'ordre sur tout le territoire de l'Algérie et à Tizi-Ouzou, en particulier.

Donc, convaincu du proverbe que nous disait toujours « la paix garanti la richesse », j'ai milité, je milite et je militerai toujours pour la stabilité de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Pour cela, je demande un redéploiement massif de tous les services de sécurité nonobstant leurs corps et leur appartenance, pour faire un maillage très efficace pour assurer la sécurité partout et pour tous. Et, si, je dis ça, c'est parce que, c'est la volonté, je pense, de tout le monde, de la population et des représentants de la population qui sont les seuls représentants légitimes des citoyens de la wilaya de Tizi-Ouzou. Je pense que les urnes se sont exprimées en faveur de certains élus pour dire, basta ! C'est terminé, ça y'ait au banditisme, ça y'ait à la violence et surtout, basta à l'anarchie qui paralyse notre wilaya, chers frères. Dès que tu te lèves le matin, tu trouves un petit groupuscule ou quelque chose comme ça.

On ne pourra pas intéresser les promoteurs et les investisseurs, ni, un porteur de fonds dans cette wilaya. Ces derniers, comme l'ont déjà dit mes prédécesseurs, font le bonheur ailleurs.

Donc, sincèrement, « la paix, garanti la richesse ». Avec la paix, la sérénité et le bon accueil, on pourra donc, intéresser plus d'une personne, plus d'une centaine de personnes, plus d'une dizaine de personnes parce qu'à Tizi-Ouzou, il y'a un savoir faire, il y'a un engagement, il y'a une matière grise, il y'a un sérieux. Donc, tous ensemble, on va essayer, ici, dans notre wilaya, tous ensemble, faire la relance. Le développement, c'est l'affaire de tout le monde. Le développement n'est pas seulement une question d'argent. Ca commence du petit citoyen. Ca commence de l'acceptation du projet au niveau de la localité jusqu'à la remise des clefs. Le projet, doit être accepté. Pour l'acceptation de ces projets, il faut faciliter les choses pour ces projets pour les faire passer. Mais, avant d'arriver à ça, il faut passer par la condition sine qua non de la stabilité.

Donc, par ces deux points, la sécurité partout et pour tous dans la wilaya de Tizi-Ouzou, ainsi que seuls, je répéterai, les élus, sont les seuls représentants de cette population, on militera toujours pour ça et merci tout le monde. Merci, M Le Président. (Applaudissements)

M. DAID MOHAMED :

Azul fellawen.

Notre espace accuse des retards dans l'ensemble, considérables. Il concentre de ce fait un plus grand nombre de poches de précarité, de pauvreté et d'insécurité. Donc, notre espace doit faire l'objet de toute l'attention requise au même titre que tous les autres espaces par l'Etat. Cet espace, recèle des atouts économiques et humains et il suffit de revitaliser, valoriser, protéger et sécuriser. Il n'y a pas de territoires sans avenir, il y'a des territoires sans projets. Plus simplement encore, il s'agit d'inciter les populations, les accompagner et bien sûr, les sécuriser. Améliorer leurs conditions de vie en utilisant le plus mieux les richesses privées et publiques disponibles sur place.

La démarche propose la participation de tous les acteurs locaux dans la confection et l'exécution des projets. L'Etat doit les accompagner toujours pour les sécuriser, ce qui semble tout à fait conforme au principe de la responsabilisation qui sous tend, la refonte de l'Etat. Le rôle de l'Etat, se limiterait dans cette politique en vue de s'assumer un développement durable, intégré et profitable à notre communauté, capable de réaliser un objectif stratégique de stabiliser les populations et les flux migratoires des montagnes vers les villes.

En d'autres termes, pour qu'un projet soit vraiment utile à la région, il faut qu'il soit décidé et accepté par ces mêmes populations selon leurs spécificités sociales, économiques et culturelles modernes en prenant en compte, les nouvelles nécessités du monde moderne. Il n'y a pas de limites au développement. Il faut encore sécuriser les populations, à développer tout types d'activités économiques selon l'environnement de chaque centre et les ressources disponibles.

Notre région dispose de hauts potentiels dans tous les domaines : agricoles, industriels, miniers, son développement s'intègre dans une vaste stratégie visant à répondre aussi, à une vision plus large et plus lointaine bien sûr.

La mise en place d'un programme spécial en faveur de cette région montagneuse qui abouti à la préparer comme région d'activités de hauts niveaux. Elle doit devenir attractive en terme de développement et de création d'emplois. Il faut dans ce cadre, replacer l'intérêt de façon à ce qu'elle propose des opportunités aux investisseurs nationaux ou étrangers.

S'agissant des perspectives, nous demeurons confiants en mettant en avant des mesures concernant les différentes formes de développement et l'introduction de différents plans de développement. Donc, l'avenir de cette région est lié à la réussite de ces plans de mise à niveau. Il s'intègre d'une manière rationnelle et synchronisée de toutes les activités entreprises et celles à venir, pour résoudre d'une part, ses problèmes et la faire décoller. Merci.

M. AOUJ MED AKLI :

Merci, M. Le Président.

Donc, j'abonde dans le même sens que l'intervenant précédant. Depuis que nous avons été installés, notre souci était quasiment de relancer l'investissement dans notre wilaya. Si, pour ce qui est projets, c'est des projets structurant, il existe un répondant aujourd'hui, au niveau de notre wilaya sur l'ensemble des domaines de l'activité, cette situation aujourd'hui appelle des énergies pour pouvoir concrétiser l'ensemble de ses programmes. Entrepreneurs et investisseurs que nous avons sollicités pour nous aider à concrétiser les programmes de mise à niveau dans notre wilaya, à lancer nos zones touristiques et nos zones d'activités, tous ont manifesté une peur. Si nous pouvons leur donner ou leur assurer aujourd'hui, notre engagement à les accompagner par l'Administration, pour réaliser vite et bien ces projets et les préserver de toute pression d'ordre bureaucratique ou toute forme de corruption, il nous est pas aisé aujourd'hui, de les assurer sur le plan de la sécurité.

La relance de notre wilaya, même si, un ambitieux programme lui est tracé, les réalisations qui sont enregistrées aujourd'hui, beaucoup de livraisons sont attendues. Il reste entendu que le préalable pour une véritable relance de l'investissement, reste la situation sécuritaire. Donc, je pense, l'ensemble des élus, ont vu juste de discuter de cette situation en tant que préalable pour la relance de l'investissement dans notre wilaya et je vous remercie.

MME MOULA OUEZNA :

M. Le Président,
Mes amis élus,
Honorable assistance,
Bonjour.

Cette rencontre a plusieurs mérites. Elle a deux mérites qu'il faudra souligner. C'est d'abord, le fait de réussir en tant qu'acteurs politiques dans cette wilaya, à construire quelque chose ensemble.

Le deuxième mérite, c'est de rappeler que la paix et la stabilité, ne font jamais ménage avec l'insécurité et la terreur. Et, c'est justement, conformément aux lois de la République, la déclaration

universelle des droits de l'homme et le code de wilaya qui régit le fonctionnement de l'Assemblée Populaire de Wilaya que, nous réagissons aujourd'hui, pour réaffirmer que seuls les élus peuvent se proclamer comme seuls représentants légitimes de la population, il nous revient de droit de mener les débats sur toutes les questions qui touchent à notre territoire et qui touchent au bien être des citoyens de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Aujourd'hui, nous sommes réunis ici, en tant qu'élus locaux et nationaux pour interpellier tous les pouvoirs publics pour que cette situation d'insécurité et de terreur, cesse. Nous interpellons aussi, le Ministère de la Défense Nationale, le Ministère de l'Intérieur et même la Chefferie du Gouvernement, pour un redéploiement actif et effectif des corps de sécurité : Armée – Police – Casques bleus s'il le faut. On n'est pas là pour aucune préférence ni, en terme de moyens, ni, en terme de manière, ni, qui le fera ? Le seul problème, c'est d'assurer la sécurité dans la ville, nos forêts, c'est-à-dire, tout le territoire de la wilaya.

Nous ne sommes pas là pour faire le procès de quiconque, nous ne faisons que répondre à un souci légitime de la population que nous représentons, c'est-à-dire, de droit à la vigie.

Nous rappelons aussi, que cette situation pénalise lourdement le développement économique et social de la wilaya et on n'a pas le droit de se perdre. Nous avons la mission de rassurer nos partenaires sociaux, de rendre confiance à l'investisseur. Je finis par dire et je l'ai dit tout à l'heure, je vais le rappeler, que la politique, c'est réussir de construire quelque chose ensemble.

Et, je remercie le bureau de l'APW qui a eu l'initiative d'organiser une telle rencontre et je vous remercie.

M. SLIMANE : (VICE PRESIDENT APC D'AIT AISSA MIMOUN)

M Le Président,
Mes chers élus,
Azul fellawen.

Normalement, M. Le Président, si, j'ai bien compris l'ordre du jour, nous sommes venus aujourd'hui, pour trouver des solutions ! M. Le Président, c'est facile de dénigrer mais, c'est difficile de trouver des solutions ! En tant qu'élus, aujourd'hui, nous nous suffirons à trouver des solutions ? On vous attend au virage car, j'entends à travers les intervenants dire que nous sommes de vrais représentants de la population. Donc, en tant qu'élus, nous sommes venus ici, pour rechercher des solutions !

Je commencerai mon intervention en rendant d'abord hommage à nos militaires, à nos policiers, à nos gendarmes qui sont morts pour ce pays, qui sont morts et si, ce n'était pas leurs sacrifices, nous serons bouffés par « Fox » (chien), il faut le dire.

Il ne faut faudrait pas que l'on se chamaille ! Nous devons nous concentrer sur la recherche de la solution à cette situation non pas faire la guère entre nous. Il faudrait que l'on se fasse des concessions entre nous et nous entraider. Pourquoi ne pas faire en sorte que chacun de nous aille dans sa commune et prenne attache avec ses citoyens pour en discuter de solutions ? C'est l'absence des corps de sécurité, nous connaissons tous la situation, nous voyons tous ! N'importe qui, peut venir fermer l'APC, fermer l'APW. Il y'a des Présidents d'APC qui sont peut être là avec nous, qui sont contre l'implantation de la sûreté urbaine ! Allez-y à Ait Aissa Mimoun, je suis vice Président, pour implanter une sûreté urbaine... ? Même ici, chers frères, il y'a une anarchie. Il y'a des élus analphabètes, ils veulent garder l'organisation de la société d'antan, pourquoi, ils ne parlent pas ?

Donc, mes chers frères, ce que je vois, c'est de faire de la sensibilisation des citoyens pour aider les corps de sécurité là où ils se trouvent, renforcer et ce n'est pas comme, dans d'autres wilayas, c'est le retour de la gendarmerie nationale, non ! Parce que le problème, c'est de

renforcer le corps de la gendarmerie nationale. Certains disent non au retour de la gendarmerie nationale. Mais, en leur qualité de quoi ils s'interposent pour le retour de ce corps de sécurité ?

Nous, nous disons, renforcement du corps de la gendarmerie nationale, précisément, parce qu'il existe. (Applaudissements)

Alors, je pense que nous sommes là, réunis, pour rechercher, s'il vous plait, des solutions à la crise dans laquelle se trouve notre wilaya. Chacun de nous, là où il est, au niveau de sa commune, peut apporter sa modeste contribution et nous avons confiance, en nos élus de l'APW, nous disons d'abord, en tant qu'élus locaux, nous sommes derrière vous, avancez sans peur et sans hésitation et j'insiste que seules, l'unité et la cohésion, sont en mesure d'apporter des solutions à tous nos problèmes et merci. (Applaudissements)

M. LE PRESIDENT :

Avant de poursuivre les interventions, j'aimerais juste apporter une précision.

Les interventions dans la salle, n'engagent que leurs auteurs. Ce qui engagera l'ensemble des élus, c'est la déclaration finale qui sera soumise à l'aval. Libre, à tout un chacun, d'avoir son opinion, tout à chacun de préconiser les solutions qu'il envisage à son niveau et qu'il pense être les meilleures, mais, en aucun cas, cela n'engage l'assistance dans sa globalité.

D'ailleurs, je vous invite à vous présenter avant d'intervenir, que chacun de nous se présente et nous ne sommes pas ici, pour censurer quiconque. Seule et unique chose qui ne sera pas permise, c'est le dénigrement. Nul n'est habilité, ni, autorisé à dénigrer quiconque. Nous donnons nos points de vues en tant qu'élus de la population et nous sommes mandatés, pour, mais, nous n'avons pas le droit de dénigrer. (Applaudissements)

Quant à la position individuelle, elle engage l'individu. Je ne peux pas être plus clair que ça !

Donc, à l'adresse de la presse, quand quelqu'un parle, si, la presse juge utile de le reprendre, ce n'est pas mon problème, mais, ça n'engage en aucun cas les élus, dans leur globalité.

M. LAKHDHARI SAID : (Député)

Donc, je vous remercie pour cette décision, c'est très important car, on n'est pas venus pour faire le procès des uns et des autres, mais, qu'on est venus discuter et s'échanger des informations et rechercher des solutions. Je vais revenir là-dessus plus tard. Merci, M Le Président.

M. BOUKHERROUB SMAÏL : (P/APC BOUDJIMA)

Merci, M. Le Président.

La wilaya de Tizi-Ouzou, enregistre le plus grand nombre d'actes terroristes. C'est la wilaya de Tizi-Ouzou qui enregistre le plus grand nombre de kidnappings, c'est la wilaya de Tizi-Ouzou qui enregistre le plus grand nombre d'actes délictueux, de banditisme. La responsabilité, elle est claire, nette et précise ; c'est la responsabilité de l'Etat. C'est la responsabilité du pouvoir central. Pourquoi ?

Comment se fait il, le pouvoir a rejeté, il a tous les moyens nécessaires pour mater le printemps berbère – je dis bien : à mater le printemps berbère – à mater le printemps noir de 2001, à éradiquer le terrorisme à Djidjel, à Ain Defla et qu'il n'a pas les moyens, les effectifs, pour éradiquer le terrorisme à Tizi-Ouzou, même pour éradiquer le banditisme ne serait ce que dans le détail : quand tu pars au travail, tu risque de perdre ton portable en cours de route, quelqu'un vient

te prendre ton portable. Une fille qui va au marché et qui risque de perdre sa chaîne en cours de route, c'est là que commence l'insécurité.

Donc, un Etat qui est incapable d'assurer la sécurité, même sa propre sécurité ? Maintenant, vous voyez que la forêt est « terrorisée ». Donc, il faut mettre les grands moyens. Même le grand banditisme n'est pas éradiqué.

Nous sommes des élus, nous sommes des représentants de la population, nous revendiquons le droit constitutionnel, à la sécurité. Ce droit est consacré par la constitution algérienne, nous revendiquons, tout simplement, notre droit.

Il s'agit de la volonté politique, il n'y a pas autre chose. S'il y avait la volonté politique, le reste suivra. S'il n'y a pas cette volonté politique, on pourra avoir toute l'armada du monde, cela ne donnera rien parce qu'il n'y a pas de volonté politique !

Nous revendiquons des pouvoirs publics, la sécurité. Les citoyens de la wilaya de Tizi-Ouzou, ont droit à la sécurité au même titre que les autres citoyens des wilayas du pays et je vous remercie. (Applaudissements)

M MESSAOUDI HOCINE : (3ème V/P. APC D'AZAZGA)

(Intervention en Tamazight)

(Traduction). Tout d'abord, azul fellawen et thanemirth pour l'APW de Tizi-Ouzou qui nous a réuni aujourd'hui pour discuter sur la sécurité à travers la wilaya. C'est une rencontre de grande importance. C'est une rencontre qui va répondre, in Chaa Allah, aux préoccupations des habitants de la wilaya de Tizi-Ouzou qui aspirent à un peu de quiétude et de sérénité et puisque aujourd'hui la question de la sécurité est mise sur le tapis grâce à des hommes, aux élus sur lesquels ces populations ont voté, pour qu'ils les représentent au sein des Assemblées locales ou nationales.

Mes chers frères,

Aujourd'hui, nos entrepreneurs et nos investisseurs ont quitté la région au point où nos zones industrielles et nos zones d'activités sont devenues désertes. Nous savons et vous le savez aussi, que ceux qui sont restés, vivent dans l'angoisse et la peur de se voir à sa sortie de la maison, enlevé et invité à donner des milliards pour être relâché et pouvoir rejoindre ses enfants.

Nous savons aussi, il a été dit déjà par mes prédécesseurs, aujourd'hui, qu'il y'a des investisseurs ou promoteurs qui se proposent d'investir et d'injecter leur argent et malgré les efforts qu'a consentis l'APW pour les persuader de venir investir, la question sécuritaire prévalente, les en dissuade.

Voilà, mes chers frères, aujourd'hui, le citoyen au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou, a peur pour lui dans sa vie quotidienne. Il voudrait se déplacer à la mer, il est angoissé, il voudrait sortir se détendre avec ses enfants, il a peur et même son véhicule, il ne peut le garer là, où il veut.

Mes frères, nous savons également, sur un autre volet, les services de sécurité se font rarement voir ; on n'est pas là pour réclamer des démonstrations de force mais, nous sommes là pour réclamer une assurance. Le citoyen, veut voir la présence des services de sécurité sur le terrain, verbaliser celui qui doit l'être, veillera au moins sur la fluidité de la circulation.

Nos élus au niveau des communes ne sont pas contre l'installation de sûretés urbaines et s'il y'en a ceux qui s'y opposent, ils assument leur entière responsabilité, seuls. (Applaudissements)

D'autre part, mes frères, nous savons tous aussi, que c'est les citoyens de la Wilaya de Tizi-Ouzou qui étaient aux côtés des services de sécurité pour les épauler au moment où, des hommes

tombaient et le sang coulait. Nous étions debout et avons travaillé avec les services de sécurité pour garantir la sécurité à la région, pour que nos villages recouvrent leur dignité, pour que les citoyens puissent aller travailler, pas dans les conditions qu'ils espéraient mais, tout au moins, vivre comme l'exigeaient les conditions de cette époque là.

En ces temps là, nous étions debout aux côtés des services de sécurité et aujourd'hui, on ne dit pas qu'ils sont mauvais, on dit simplement qu'il faudra qu'ils travaillent et agissent. Là, où il faudra que l'on soit à leurs côtés, nous leur le seront et là, où ils doivent intervenir, il faudra qu'ils interviennent. On n'est pas là uniquement, pour applaudir.

Mes frères, aujourd'hui, on doit savoir que les citoyens, sont découragés, fatigués. On ne peut pas dissocier la wilaya de Tizi-Ouzou, d'un ensemble qui est : l'Algérie !

Aujourd'hui, nous subissons les méfaits d'une politique nationale qui s'appelle, la réconciliation nationale qui a désarmé toutes les forces vives de cette région qui, à un moment donné, crucial, ils étaient debout pour la sécurité de cette région.

Aujourd'hui, quand on désarme des hommes, capables d'assurer la sécurité, capables de sortir le pays de cette torpeur, je dis, ces gens là, sont découragés, c'est normal ! Ils subissent les conséquences d'une politique gravissime, déroutante pour le peuple algérien.

Mais, aujourd'hui, s'il n'y a pas de sécurité, ce n'est pas la faute au peuple, ce n'est pas la faute aux Tizi-Ouziens, c'est la faute à l'Etat et aux politiques globales nationales.

Mes chers frères, également, la question de confiance pour qu'elle puisse être retrouvée, il faut, il faut, il faut que la volonté politique s'affirme non pas dans les discours mais, dans les actes.

Alors, je voudrai simplement dire ici, que cette rencontre revêt un caractère très important et nous exigeons de l'Etat, qu'il assume toutes ses responsabilités constitutionnelles, à assurer le droit au citoyen de la wilaya de Tizi-Ouzou, de vivre dans la quiétude et la sérénité et je vous remercie.

M DAHMANE AHCENE :

M. Le Président,
Messieurs les membres du bureau,
Honorable assistance,
Bonjour, Azul fellawen.

Pour ne pas répéter ce dont, mes prédécesseurs, ont parlé notamment en matière d'économie, d'impôts qui engendrent actuellement les problèmes de sécurité, moi, tout simplement, je voulais intervenir sur un point qui est bien sûr de l'ordre de la sécurité, c'est le kidnapping. C'est un phénomène, pratiquement, qui touche la Kabylie uniquement et sans risque de me tromper, ça touche uniquement la Daira de Maatkas. En grande majorité, la daira de Maatkas. Je voudrai bien savoir, malheureusement les pouvoirs publics sont absents aujourd'hui pour me répondre sur ça mais, pratiquement, c'est un phénomène que je vois prendre de l'ampleur dans cette région. Est-ce que vraiment, c'est des terroristes qui font ça ou c'est... ? C'est la question que je me pose actuellement et je vous remercie.

M LE PRESIDENT :

Permettez-moi de reprendre la parole pour juste, éclairer les uns et les autres quant à l'absence des pouvoirs publics.

Alors, il faudra rappeler que nous avons convié les élus et représentants de la population. Incombe à l'Administration et aux corps de sécurités si, une proposition a été émise, on aurait, absolument pas, refusé de participer, nous travaillons dans la transparence. Il y'a bien la

presse qui est présente, il n'y a rien à cacher. Mais, l'objectif de cette réunion, c'est de permettre aux élus, non pas d'apporter des solutions, ni des réponses aux questionnements parce que, nous ne sommes pas habilités. Nous n'avons pas, pour pouvoir, d'apporter des solutions. Nous ne sommes pas formés pour. Nous ne sommes pas des spécialistes en matière de sécurité.

Nous avons un devoir et un droit, à rappeler dans cette salle : le devoir d'exprimer les préoccupations des citoyens, un droit aussi, de représenter ces populations et d'être ses seuls représentants parce qu'on ne permettrait pas qu'il y ait usurpation d'une représentativité. (Applaudissements)

Quant au reste, s'agit il de banditisme, de terrorisme, de petite délinquance, le résultat est le même, nous souffrons de l'insécurité. La seule préoccupation, les seuls qui doivent apporter les solutions ou plutôt les réponses et les solutions, ne sont pas dans la salle.

Si, un jour, il y'a volonté de nous réunir avec ces gens là, je ne vois pas d'inconvénients. Pour la réunion d'aujourd'hui, vise avant tout, à ouvrir un cadre des débats, une tribune des débats pour les représentants de la population.

M. TEBBICHE HADI : (P/APC AIT KHELILI)

Azzoul fellawen, honorable assistance.

Il faudra que vous sachiez ce qui se passe dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Ce qui se passe c'est qu'un Président d'APC, n'a pas les prérogatives de défendre sa propre commune. On circule avec la peur au ventre. Une bande de bandits, comme à la Sicile, vous déni le droit de vous arrêter dans les accotements. Les uns ramènent des détritrus, d'autres étalent de la poterie et vous n'avez pas le droit de parler.

Le 29 novembre 2005, le peuple algérien s'est exprimé à 80% de voix : Oui. Pour qui, il a dit : oui, il a dit oui pour cette Algérie, il a dit oui pour la liberté et l'égalité de ce pays. Il attendait depuis 1830, l'indépendance en 1962 et aujourd'hui, le peuple algérien attend la sécurité et a dit : oui à la sécurité.

Ce que parlent les gens dans la rue, nous l'entendons en tant qu'élus. Celui qui enfreint la loi est puni d'une peine légère. Il faut qu'il soit sévèrement puni car, comme disent nos sages d'antan « la bâton voilé, c'est le feu qui doit le consumer ».

Aujourd'hui, qui suit le développement au niveau national ? Les années soixante dix, nous avons 14 millions d'habitants, aujourd'hui, nous avons 37 millions d'habitants.

Aujourd'hui, nous devons nous occuper de ce pays, il faut qu'on fasse des sacrifices comme le font les autres pays. L'Etat, doit être puissant. Un citoyen doit sortir de chez lui et vaquer à ses occupations et personne ne peut l'écraser ou l'agresser. Nous sommes dans l'obscurité et nous circulons avec peur. Il nous est arrivé de voir nos filles agressées par des voyous qui les dépouillent de leurs objets et pendentifs en plein jour et braquées avec des couteaux et personne ne peut intervenir de peur d'être pris à partie.

Il faut que la loi s'applique avec toute sa rigueur pour que les gens soient dissuadés de renouveler leurs méfaits.

Vive l'Algérie et gloire à nos valeureux martyrs ! (Applaudissements)

M MEZOUANE YUCEF : (P APC D'AZAZGA)

Azul fellawen.

Comme vous le savez bien, je ne répèterai pas ce qu'ont dit déjà nos frères intervenants et moi, je ne parlerai uniquement que de la commune d'Azazga.

Comment voulez vous qu'on puisse développer notre localité ou réaliser nos projets, s'il n'y a pas la sécurité. Quand on réquisitionne la police et ne viennent pas vous assister. Comment voulez vous qu'un Président d'APC développe des projets ? Quand on fait face aux oppositions des citoyens ? Des occupations illicites d'un terrain où je voulais réaliser une aire de jeux, c'est un terrain domanial, un groupe de personnes, s'oppose, malgré la réquisition de la police pour évacuer des lieux de ces personnes, on ne peut pas le faire. On vous laisse vous débrouiller tout seul ! Comment voulez vous aussi, à l'échelle aussi grande, on ne peut même pas réglementer et organiser le stationnement au niveau de la ville ? Les occupations des trottoirs ! Le banditisme dont parlaient nos frères ! Alors ? Si, un Président de l'APC n'arrive pas à régler ces problèmes avec la sécurité qui existe à son niveau, que peut on faire ?

Alors, il est temps que les autorités locales, le Ministère de l'intérieur et autres concernés, donnent des instructions fermes.

Quand ils ont fermé la voie à deux villages, les gens empruntent des sentiers pédestres pour rejoindre leurs domiciles alors qu'il y'a la route qu'ils ont barrée pour assurer leur propre sécurité ! Je n'accuse pas tous les services de sécurité ! Ils doivent être renforcés en personnel pour assurer une sécurité digne de ce nom. C'est un obstacle qu'ils ont créé en ne permettant pas aux citoyens d'utiliser la route. Quand on ferme la route à vos citoyens qui ne peuvent utiliser leurs véhicules pour aller rejoindre leur travail, je ne vois pas l'utilité de cette police ! Je préfère au moins être tout seul que d'avoir une telle sécurité. Il faut qu'ils fassent leur travail correctement et libérer le passage aux citoyens.

Hier, ils ont barré la route qui mène à ces villages là, j'ai appelé le Commissaire, je ne l'ai pas trouvé. L'Officier de permanence me disait : je ne peux prendre de garantie pour ouvrir au moins, un passage ? Les citoyens doivent faire un détour de 11 kms pour atteindre leurs domiciles au lieu de ne faire que 300 mètres ? Est-ce que vraiment, il y'a une sécurité dans ce bled ? Moi ? Je ne la vois pas !

Alors, moi, je dois avoir une réponse dans ce domaine. Quand on prend des décisions, on nous dit : vous faites de la politique. Quand, on prend un arrêté, pourquoi, on ne l'exécute pas ?

Moi, je le dis ici, en tant qu'autorité de la commune sans répéter les choses qui ont été dites par mes prédécesseurs tels que kidnappings, vols etc, je m'en tiendrai à ça et merci. (Applaudissements)

M. OUZAID AREZKI : (ELU APC TIGZIRT)

Merci, M Le Président.
Azul fellawen

Je dirai que les précédents intervenants ont brossé un tableau de la situation, moi, je voudrai attirer l'attention sur le fait que le fait que nous sommes là, la population ressent que nous efforçons de trouver des solutions à leurs préoccupations et discuter en tant qu'élus de la wilaya des problèmes d'insécurité, je pense que nous allons susciter la confiance des citoyens en leurs élus. Même si, l'importance du sujet représente une lourde tâche, nous la sentirons légère et on peut y faire face. Le constat a été fait et je voudrai attirer l'attention qu'il y'a le problème de la sécurité des travailleurs, des entrepreneurs qu'il faudra prendre en charge et sécuriser même ce qui est déjà réalisé car, s'il n'y a pas de sécurité, tout sera perdu et sera de l'argent jeté par la fenêtre.

Je lance un appel aux pouvoirs publics à tous les niveaux : quand on voit le climat d'insécurité dans lequel vie la wilaya de Tizi-Ouzou et les résultats obtenus à l'examen du BAC, la classant

1^{ère} au niveau national, quelle seraient les résultats si, les conditions sécuritaires étaient réunies aussi bien pour les élèves et les enseignants? (Applaudissements)

Donc, je rends hommage à la famille de l'éducation et j'interpelle les pouvoirs publics à récompenser cette famille, par un cadeau, c'est celui de la sécurité dont ils ont besoin car, nous savons tous que c'est l'éducation de nos enfants qui pourra sortir le pays des ténèbres et quand on assure la sécurité à nos étudiants et élèves, cela donne des résultats satisfaisants. C'est eux qui vont garantir construction et l'avenir du pays et merci.

M. ZALOUK BOUSSAD : (P APC DE MAATKAS)

Moi, je voudrai apporter juste une précision. On dit dans les journaux que Maatkas, c'est la capitale du kidnapping, ce n'est pas à Maatkas qu'il y'a des kidnappings mais, à sa périphérie, c'est sur la route Tizi-Ouzou – Maatkas où se déroulent les kidnappings. Donc, ce n'est pas à Maatkas.

A Maatkas, il y'a la sécurité. On entend du côté de Berkouka dire, qu'il y'a ceci ou cela, c'est tout. Je citerai à titre d'exemple, la fête de la poterie qui s'est déroulée et qui a accueillie les citoyens venus de tout le territoire national, il n'y a eu aucun incident. C'est le calme à Maatkas. Donc, s'il y'a des gens qui parlent de kidnappings à Maatkas, je regrette de dire que cela se passe au niveau du territoire de la wilaya de Tizi-Ouzou, il faut le prendre au sérieux et merci.

M. KESSAI FARID : (ELU A L'APC DE BOUZEGUENE)

Je rends hommage à notre APW qui a réunis plusieurs couleurs politiques au sein de son hémicycle sur le thème de la sécurité et nous souhaitons, in chaa Allah, qu'il y'aura d'autres thèmes à débattre tous ensemble sur le développement de la Wilaya. C'est vrai que la sécurité est un problème primordial, mais, il y'a encore d'autres phénomènes.

Je pense, M. Le Président et le bureau de l'APW, l'insécurité au niveau de wilaya, on doit étudier le comportement des élus, c'est très important. Par un comportement néfaste, on crée un problème d'insécurité. Je pense que nous en tant qu'élus, nous devons réfléchir ici, du fait que les citoyens nous ont donné la souveraineté populaire, nous devons penser à eux à travers la gestion des affaires publiques.

Actuellement, mes frères, on constate qu'il n'y a pas d'initiatives locales. Dans une assemblée, il y'a plusieurs couleurs politiques, chacun tire sur l'autre au lieu de s'occuper du développement de leurs communes. Cet état d'esprit doit disparaître au profit de l'intérêt général. Le problème de sécurité, est un problème qui incombe aussi, aux élus et non un problème qui intéresse uniquement les pouvoirs publics. On doit changer notre comportement en tant qu'élus pour travailler l'intérêt de la population car, on est l'image de cette population.

Il me semble qu'un élu qui utilise les biens publics à tort et à travers, il va créer un climat d'insécurité. Un élu, qui n'obéit pas à une logique de distribution de ces PCD, il va créer un climat d'insécurité. Je crois qu'il va falloir changer certains de nos comportements et merci. (Applaudissements)

M. IGHILAHRIZ FERHAT : (P/APC DE TIGZIRT)

Azul fellawen.

Je rappelle aux pouvoirs publics, la nécessité de la réouverture de la RN 24, parce que la RN 24 est le poumon de toute la Kabylie maritime. Aujourd'hui, malheureusement, la question a été posée à l'Administration et comme seule réponse : « ça relève de la sécurité ». C'est un tabou. Alors qu'on sait que sur tout le territoire national, il n'y a pas un chemin, il n'y a pas une route ou une voie d'accès qui soit coupée parce que, pour cette route, en ce moment, le problème reste posé. Là aussi, nous demandons de nous donner la vraie raison.

Les citoyens aussi, nous interpellent et nous, en tant que leurs représentants, il faut qu'on leur donne une réponse. Donc, dans ces conditions, on a aucune réponse et puisque, aussi, nous le faisons tort, moralement. Puisque, Maître SAHEB, a rappelé, le droit d'être informés, normalement, ils ont le devoir de nous donner des explications. J'espère que tous les autres intervenants essaieront de nous expliquer et merci.

M. BOUZID AMOKRANE : (V/P. APC D'AIT OUMALOU)

Bonjour tout le monde.
Merci M. Le Président ?

Notre commune vit une situation catastrophique sur le plan de la sécurité.

M. LE PRESIDENT :

S'il vous plait, merci, si je peux me permettre de vous interrompre, pour ne pas dévier de l'ordre du jour, pour gagner du temps, il y'a la restauration qui nous attend, il vous est demandé de ne pas apporter des cas particuliers, la journée d'aujourd'hui, ne cible pas des problèmes particuliers, elle a pour objectif de situer le problème sécuritaire, un problème de représentativité, je ne cesse de le répéter, à l'échelle de la wilaya et si, on rentre dans des cas particuliers, nous ferons 3 à 4 mois de débats et encore. Parce qu'il y'a des milliers de coins, de villages, de localités, de communes, de Dairas, donc, autant poser le problème d'une manière générale. Ce n'est pas à nous d'apporter des solutions aux problèmes posés. Il n'y aura pas de solutions à l'issue de cette journée pour les problèmes posés.

Nous n'allons pas faire de la wilaya de Tizi-Ouzou, l'eldorado ! Nous ne ferons pas de la wilaya de Tizi-Ouzou, un havre de paix ou de la wilaya de Tizi-Ouzou, un paradis sur terre ! Il nous appartient de poser la problématique et de suivre sur le terrain quitte à revenir une autre fois s'il n'y a pas de décisions qui seront prises dans les jours à venir.

Aujourd'hui, contentons nous de poser la problématique d'une manière générale et merci.

M. BOUZID AMOKRANE : (V/P. APC AIT OUMALOU)

(Poursuite de son intervention)

Je pense que moi-même en intervenant, c'est juste pour apporter un certain prolongement au débat d'aujourd'hui, concernant la sécurité dans la wilaya de Tizi-Ouzou. C'est pour ça que je vous apporte un cas particulier parce que c'est un cas !

Nous avons récemment demandé à M Le Wali de Tizi-Ouzou, l'affectation d'un service de sécurité à notre commune. La demande n'a pas abouti. Ce que je demande, c'est le concours de mes amis élus, le concours aussi de l'APW, pour que cette demande aboutisse. Merci.

M. LE PRESIDENT :

S'il vous plait, encore une fois, ce genre de demande est recevable mais, il y'a des cas qu'on est train de faire parvenir et il y'a des Députés qui peuvent être saisis, l'APW, si, elle peut apporter sa contribution, elle va l'apporter, vous pouvez nous saisir. Il s'agit pour nous d'être efficaces et non de nous réduire à une problématique à l'échelle d'une commune, quelque soit, le problème, votre commune a droit à la sécurité, comme toutes les communes de la wilaya et comme toutes les contrées d'Algérie.

M. BOUKELA MABROUK : (ELU APC DE BOUZEGUENE)

Moi, je voudrai intervenir sur deux points. Il faut renforcer la sécurité en rentabilisant d'abord, les corps de sécurité pour pouvoir renforcer avec d'autres. Pourquoi ? Ce qui a été dit déjà par mon collègue Youcef, effectivement, il y'a la police dans la plus part des daïra. Mais, au jour d'aujourd'hui, ils ne sont pas rentables. Pourquoi, ils ne sont pas rentables parce qu'effectivement, on parle de sécurité, on parle d'ordre. Si, le Président d'APC trouve un problème vis-à-vis d'un citoyen pour l'exécution de n'importe quelle décision, si, la police n'intervient, nous sommes Kabyles et nous nous connaissons tous, s'il n'y a pas le bâton comme on dit, chacun fera ce qu'il veut. Donc, si, la police n'intervient pas pour faire l'ordre, je ne vois pas pourquoi, faire appel à d'autres corps de sécurité, ceci d'une part,

D'autre part, on parle de faire appel aux investisseurs d'ailleurs, pourquoi, ne pas rentabiliser d'abord nos propres investisseurs parce qu'il y'a énormément de gens riches qui disposent 'argent pour venir investir ici, en Kabylie, on n'a pas besoin de faire appel à d'autres. Ces kabyles qui sont déjà installés au niveau de la Kabylie, c'est déjà très bien. Parce que, j'étais à Blida, qu'est ce que se disent les entrepreneurs sur Tizi-Ouzou ? Chaque fois qu'il est question de parler de Tizi-Ouzou, on vous dira que Tizi-Ouzou, c'est la catastrophe ! Même les prix ici à Tizi-Ouzou, comme on dit, sont sous évalués par rapports à ailleurs.

Maintenant, nous réclamons de l'Administration pour qu'elle allège un petit peu les problèmes qu'elle pose aux entrepreneurs et merci.

M. SBAlHI MOHAMMED : (ELU APC DE DRAA-BEN-KHEDDA)

M Le Président,
Honorable assistance,
Bonjour.

Je tiens d'abord à féliciter et à remercier le Bureau de l'APW pour cette initiative louable, pour débattre et de discuter de l'insécurité au niveau de notre wilaya. En passant par la petite délinquance, l'anarchie qui empoisonne le quotidien de nos populations et autre, le terrorisme.

Le Président l'a si bien souligné. L'objectif de cette rencontre d'information et de concertation, ce n'est pas, se substituer aux forces de sécurité. Donc, en ma qualité d'élus local, je m'aligne au constat fait par mes prédécesseurs sur la situation sécuritaire qui prévaut au sein de notre wilaya.

Pour cela, je profite de cette occasion, pour apporter notre soutien indéfectible aux forces de sécurité dans leur lutte contre tous ces fléaux.

Je profite aussi, de cette tribune, pour lancer appel à toutes les forces vives de la nation pour accompagner et aider les professionnels de la sécurité afin de mener leur mission à bien.

Pour terminer, je dirai aux professionnels es eaux troubles, que la population a déjà tranché lors du scrutin du 29 novembre 2007. (Applaudissements). Les seuls représentants de la population, c'est nous les élus.

Et, avant de conclure, j'ai une petite précision. La rencontre d'aujourd'hui, elle n'a pas été initiée pour discuter de la réconciliation nationale. La réconciliation nationale, c'est une option nationale qui concerne le règlement de tous les problèmes dont la population a déjà tranché sur cette question.

L'objectif de la rencontre d'aujourd'hui, c'est d'essayer de discuter de l'insécurité qui prévaut au niveau de notre wilaya et je vous salue. (Applaudissements)

M. LE PRESIDENT :

Juste pour répondre à M SBAIHI, je n'ai pas entendu quelqu'un dans la salle, parler de la réconciliation nationale. Donc, à mon avis, il s'agit d'une précision qui n'a pas sa place et merci.

M. AIT ZEROUK SAADI : (VICE PRESIDENT APC AIN – EL- HAMMAM

Azul fellawen.
M Le Président,
Messieurs les membres du bureau,
Messieurs les Députés,
Honorable assistance,

Je salue d'abord l'initiative du bureau de l'APW d'organiser cette rencontre avec les vrais représentants de la population, c'est les élus locaux. A travers cette rencontre, nous avons cassé le tabou de discuter sur la sécurité au niveau de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Mes frères, la paix que vivait la wilaya de Tizi-Ouzou dans le temps doit revenir. Il faudra qu'elle revienne mais il ne faut pas que l'on tombe dans le piège organisé par quelques individus ou quelques groupes, de mettre la wilaya de Tizi-Ouzou, dans l'insécurité. La wilaya de Tizi-Ouzou, doit vivre dans la quiétude et la paix. Nous à Michelet, nous avons un lieudit : Assekif Netmana. Ce lieudit est caractérisé par une situation de paix garantie. Il faut que cette paix revienne dans toutes les localités de Tizi-Ouzou.

Il me semble que c'est voulu pour la wilaya de Tizi-Ouzou pour qu'elle vive dans un climat d'insécurité. C'est voulu par des individus peut être, par les bandes organisées, par des groupes d'intérêts, il faut le dire et il ne faut pas cacher la vérité parce qu'aujourd'hui, c'est une journée où on doit se dire des vérités et non pas une journée dans laquelle chacun étalera son discours et à la fin sortir avec une déclaration qui ne sera pas suivie et concrétisée sur le terrain.

Donc, mes chers frères, la question est posée, il faut d'abord faire le diagnostic, il faudrait que l'on sache d'où vient cette insécurité ? Est-ce que ça vient des services de sécurité de la Wilaya de Tizi-Ouzou ? Est-ce que c'est voulu par des individus ? Est-ce que c'est voulu par des groupes d'intérêt ou comment ?

La deuxième chose, nous saluons les efforts des services de sécurité dans la wilaya de Tizi-Ouzou, mes frères ! Il n'y a pas longtemps, il y'a eu la mort d'un jeune de 30 ans à Ain-El-Hammam qui est originaire de la localité, assassiné par des terroristes. C'est un jeune, fils de Tizi-Ouzou, qui s'est engagé dans le corps des services de sécurité et assassiné par des terroristes, c'est un fils aussi, de l'Algérie, membre des services de sécurité mort, que Dieu ait son âme. Ce sont des hommes qui font des efforts partout mais, au nom du peuple, au nom des citoyens, aujourd'hui, c'est un jour de rencontre des représentants du peuple et au nom du peuple, au nom des citoyens, nous demandons aux services de sécurité, de police, de gendarmerie de renforcer la vigilance et de faire convenablement leur travail et nous, s'ils font leur travail correctement, je le dis aujourd'hui, peut être c'est l'occasion, il faut qu'ils travaillent avec les APC car, si, les APC prennent une décision et qu'elle n'est pas exécutée par les services de sécurité, je ne vois pas comment, nous pourrions recouvrer la sécurité dans la wilaya de Tizi-Ouzou et merci à tous.(Applaudissements)

MME KABOUB ZAHIA : (ELUE APW)

Il est très difficile selon moi, de discuter d'un tel sujet mais, je pense que je pourrai en parler non pas comme experte dans le domaine mais, en tant que femme, citoyenne de la wilaya de Tizi-Ouzou. A cet égard, je pourrai dire que cette question doit intéresser tout le monde, c'est notre pays à tous. Chaque femme, chaque homme, chaque Kabyle doit se dire que la situation sécuritaire que vit la wilaya de Tizi-Ouzou est à l'identique de celle que vivent les wilayas du pays. Il y'a certaines régions du pays qui ont vécu la même situation, dans un passé récent, que celle

que nous vivons actuellement. Nous, ce n'est maintenant que nous vivons ce qu'ont vécu les autres avant nous.

Il y'a quelque temps, l'Algérie parlait du terrorisme et du phénomène du « qui tue qui ? ». Dieu merci, le monde a donné raison au pouvoir algérien et que le problème du terrorisme est un problème sérieux pour le monde entier et ce n'est pas uniquement des algériens qui en tuent d'autres ou c'est l'Etat Algériens qui s'amuse à tuer ses propres fils mais, aujourd'hui, c'est un phénomène qui touche la planète.

Aujourd'hui, le phénomène est arrivé chez nous, il a frappé à nos portes, il faut que l'on réagisse et faire quelque chose.

Mes chers frères et mes chères sœurs,

On ne doit pas parler des services de sécurité comme si, il s'agissait d'extra terrestres qui sont venus d'une autre planète et qu'ils ne sont pas les fils de notre pays. Le soldat ne pouvait être autre que mon fils, mon mari ou mon frère ! C'est un des siens ou des miens. Qui de la BMPJ ou autre corps ou des patriotes, n'a pas pris les armes pour que notre pays puisse vivre dans la paix ? Ceux qui sont morts, sont les nôtres et ceux qui ont tué, ce sont aussi, les nôtres. Nous sommes tous concernés.

Lorsque, je lis la presse, mes frères et que je vois un mort, même si, le défunt, n'est pas de notre wilaya, mon cœur est blessé et se vide de son sang. Parce que, une mère ou une femme qui devient veuve, ce sont des enfants qui deviennent orphelins.

Nous ne pouvons pas faire appel à l'Etat pour des besoins sécuritaires si, le citoyen ne s'implique pas. La relation entre le citoyen et les services de sécurité est primordiale, c'est une relation de complémentarité. Moi, en tant que citoyenne, lorsque je vois quelque chose qui ne va pas, je dois dénoncer, informer de ce que j'ai constaté d'anormal. Si, chaque foyer, chaque citoyen, se barricade dans sa maison et ne se sent pas concerné, eh bien, les services de sécurité ne peuvent pas faire grand-chose seuls sans l'implication des citoyens.

Nous devons, à cet égard, prendre, à bras le corps et sérieusement, la question, en charge.

Nous nous sommes réunis ici, sur une question qu'on a appelé le développement durable mais, comment voulez vous garantir ce développement si, les conditions de sécurité, ne sont pas réunies ? Quand je vais au marché, j'ai peur pour ma voiture et sur la route, j'appréhende chaque virage de peur que je me retrouve nez à nez avec quelqu'un, membre d'une bande organisée ?

Donc, tous ceux qui veulent, réellement, faire quelque chose de mal à ce pays, dans un cadre organisé ou dans un cadre officiel, moi, je dis, que c'est un terroriste mais de nature et de genre différent du terroriste ordinaire.

Il faut que le citoyen se mette à l'œuvre et se tienne debout. Si, le peuple se met derrière ses représentants qu'il a choisis lui-même et sur lesquels, il s'est prononcé, cela veut dire que ces derniers le représentent et participent subséquentment et indirectement à la prise de décisions.

Je profite de cette occasion qui m'est offerte pour saluer la mémoire de feu AISSAT Rabah, mort, à cause de cette insécurité et je formule le vœu sincère de voir ce pays sortir de la torpeur, de cette situation dramatique qu'il vit et la fin du bain de sang des algériens avec la mobilisation de tous et merci. (Applaudissements)

M. DJOUZI MEZIANE : (ELU APW)

M. Le Président,
Honorable assistance,
Bonjour,

Je salue cette initiative de l'APW, pour discuter de ce problème très important qui est celui de la sécurité et qu'on devait discuter depuis très longtemps du fait que la quiétude des citoyens est remise en cause.

A cet égard, j'espère que le débat et la discussion sur cette question apportera sans aucun doute un éclairage et un certain nombre de dispositions que nous serions après, amener à prendre en tant qu'institution représentante des citoyens de toute la wilaya de Tizi-Ouzou.

Dans tous les cas de figure, il me semble impératif de mettre un terme à la situation de non droit pour laquelle, nous avons la lourde responsabilité d'interpeller les pouvoirs publics et les services de sécurité de l'Etat tels qu'édictees par la constitution qui doit se faire appliquée et je vous remercie.

M. BENAMARA AHMED : (ELU APC TIZI-OUZOU)

Merci, M. Le Président,
Donc, bonjour,

Donc, je tiens, M Le Président, à saluer votre initiative ainsi que l'ensemble des élus de cette assemblée qui ont bien voulu organiser cette journée et ce débat autour d'une question aussi épineuse que celle de la sécurité au sein de cette région assez blessée, meurtrie par un chômage et une violence accrue, une anarchie totale et un laisser aller. A cela s'ajoutent les kidnappings et tout ce qui se passe au niveau de notre wilaya. Nous avons une petite question : comment voulez vous être intéressant ou intéresser un certain nombre d'opérateurs économiques, au développement de notre wilaya parce qu'il s'agit en premier lieu, d'accorder de l'aide au développement d'abord, du chef lieu de la wilaya ?

Ceci dit, je tiens à dire ici, c'est une conviction personnelle, que c'est à travers une projection d'un certain nombre de projets structurants au niveau de notre wilaya pour un tant soit peu éloigner un certain nombre de charognards, un certain nombre de tenants de l'anarchie au niveau de notre région.

Ca passe, effectivement, par une gestion assez transparente en matière de communication au niveau national et c'est comme ça qu'on peut retrouver la confiance entre les citoyens et l'ensemble. Merci. (Applaudissements)

M. HAROUNE MOUSSA : (P/APC AIT BOUMAHDI)

M Le Président,
Honorable assistance,
Bonjour.

Je salue cette initiative de l'APW sur la sécurité. Question qu'on devait discuter depuis très longtemps du fait que la quiétude des citoyens était remise en cause depuis très longtemps.

A cet effet, le débat sur cette question apportera sans aucun doute, des éventuelles dispositions que nous serions appelés à prendre en tant qu'institutions de représentants de citoyens.

Dans tous les cas de figure, il me semble qu'il est impératif de mettre un terme à la situation de non droit qui règne actuellement et pour laquelle, nous avons la lourde responsabilité d'interpeller et d'accompagner les services de sécurité conformément à la constitution qui doit s'appliquer à travers le territoire national.

Vous savez qu'Ath Ouacif, c'est la daïra qui a fait la « une » récemment pour les assassinats, double assassinat (père et fils), racket tentatives de kidnapping et j'en passe. Je

pense que c'est la même situation dans toutes les contrées de la wilaya. Donc, le débat est très important sur cette question.

Mais, je pense que le débat sur la situation sécuritaire au niveau de la wilaya, ne peut pas être dissocié de la situation socio économique. Je pense qu'on ne peut pas agir sans la présence des pouvoirs publics et nous allons sortir avec des recommandations, je l'espère bien. Donc, ce débat, ne peut pas être dissocié de la situation socio économique de la wilaya. Je pense que cela doit passer par l'assainissement de la situation sécuritaire que ce soit, la délinquance, la vente illicite de boissons alcoolisées, la drogue, le terrorisme etc... Les statistiques révèlent beaucoup de situations : des jeunes de 14, 15 ans sont dans des situations que vous connaissez et si, vous voulez, ils sont devenus des délinquants. C'est une situation que l'on rencontre à travers la wilaya et à travers toute l'Algérie.

Juste une petite proposition. Le code communal parle du Maire comme garant de la sécurité publique dans sa commune mais, il y a absence de coordination avec les services de sécurité.

Nous devons donner la situation telle qu'elle se présente au Ministère de l'Intérieur afin de coordonner toutes les actions des autorités locales avec les services de sécurité et de toutes les structures élues et merci.

M. LE PRESIDENT :

Donc, nous allons entendre encore deux ou trois interventions et permettre au bureau d'aller synthétiser ce qui est dit dans la salle et de revenir avec une déclaration que nous allons approuver avant de la remettre à nos amis de la presse et à toutes les structures concernées par le débat.

M. LAKHDHARI SAID : (Député)

M Le Président,
Messieurs les élus,
Nos amis de la presse,
Honorable assistance,
Azul fellawen

A partir de cette tribune honorable, je félicite l'APW de Tizi-Ouzou qui a cassé quand même un tabou et permettre aux uns et aux autres de discuter, je dis bien de discuter, parce que les préoccupations des communes sont les mêmes.

Nous sommes tous des défenseurs acharnés de la stabilité de notre région parce que nous considérons et nous sommes convaincus que le développement passe par cette stabilité. C'est pour ça que nous avons tissé un pacte de partenariat avec nos amis du RCD parce que nous assumons objectivement. La population a donné confiance à ce parti avec une majorité claire, nette et précise et nous avons marché dans cette optique pour la stabilité de la région. (Applaudissements).

Je veux dire à ma sœur MOULA : on n'a pas besoin de casques bleus, nous, nous préférons la couleur verte dans cette wilaya. (Applaudissements). L'Etat, on dit qu'il est absent, je suis désolé mes amis ! L'Etat est là, il est présent, il fait ce qu'il peut, on ne dit pas que c'est le parfait « hacha » mais, cela fait quelques jours, l'Algérie, a perdu l'un de ses enfants qui est garde communal du côté d'AIT SAADA avec 8 blessés et on dit que l'Etat est absent ? Ce n'est pas vrai. Nous, nous refusons ça. L'Etat fait ce qu'il peut faire, je le dis, ce n'est pas le parfait mais, avec la contribution de tous notamment, les élus, c'est très important. Moi, je ne parle pas d'insécurité, moi je parle de sécurité dans cette wilaya. D'ailleurs, Il faut se souvenir de la période 2001-2005. On ne peut pas parler de développement de cette région si, on oublie cette période. Nous avons tous une part de responsabilité.

Je me souviens en 2003, les forces de sécurité, en voulant intervenir pour arrêter un malfaiteur, c'est tout le monde qui se soulève ! Il ne faut pas oublier, il ne faut pas parler de l'avenir sans se rappeler certaines choses qui se sont passées. Nous avons tous une part de responsabilité. Mais, Dieu merci, la page est tournée, les élus sont là, deux partis politiques et non des moindres qui ont établi un pacte pour travailler, je le dis et devant les députés, surtout, nous sommes majoritaires à l'assemblée, je parle des deux partis, majoritaires à l'APW, majoritaires aux APC, nous devons dans cinq ans, rendre des comptes à la population ; On n'a pas le droit de perdre parce que la responsabilité est collective. Nous n'avons pas le droit de perdre parce que la majorité est RCD – FLN, nous avons hérité d'une majorité, nous avons les moyens de défendre et poser les problèmes de cette wilaya au niveau national. Donc, en 2009-2012, nous devons donner un bilan qui ne peut être que positif, à la population.

Maintenant, revenons à la wilaya de Tizi-Ouzou, on dit qu'il n'y a rien, ce n'est pas vrai, c'est un chantier ouvert ! C'est un chantier à ciel ouvert ! Le pôle universitaire de Tamda, l'autoroute du nord, l'autoroute du sud, le chemin de fer, des projets un peu partout ! Il faut se dire une chose : les élus locaux, sont tenus de jouer leur rôle ! A choisir les entreprises compétentes, évitez nous les marchés : « donnant, donnant ». Il faut choisir des entreprises ! Parce que, finalement, l'économie, le développement, c'est quoi ? C'est au niveau des localités, ce n'est pas au Président de la République de suivre un projet décidé au niveau d'une commune ! C'est le Maire. Il ne faut pas se rejeter la balle, les uns et les autres. Non ! Il faut nous mobiliser tous. Cette wilaya a besoin de tous ses enfants et je remercie quelqu'un qui a dit tout à l'heure une chose très importante. Moi, lorsqu'on parle de l'investissement dans ce pays, je crois qu'on ne le réussira jamais sans l'apport des Algériens qui sont un peu partout. Il faut les appeler, il faut aller les chercher, il faut leur donner les moyens pour investir dans ce pays. Citez-moi, un pays au monde où, ce sont les étrangers seuls, qui investissent. Ce n'est pas vrai ! Pour la wilaya de Tizi-Ouzou, c'est la même chose.

Nos enfants, nos investisseurs sont partis ailleurs ! Il faut déjà les convaincre de revenir et la suite, in chaa Allah sera positive. Nous allons relever le défi, in chaa Allah, dans cette région. Les services de sécurité ont besoin d'un soutien moral des populations, des élus surtout, tous ensemble et la Kabylie ne pourra qu'avancer. La Kabylie doit retrouver son éclat et sa beauté d'antan avec la volonté de tous et merci. (Applaudissements).

M. LE PRESIDENT :

Merci, M. LAKHDHARI. Moi, je vais saisir cette opportunité pour apporter une précision de taille. Nous sommes ici, par la volonté populaire, nous avons fait une campagne électorale, des engagements ont été pris en matière d'investissement et de développement. Oui, contre vents et marées, nous nous sommes battus dans notre région dès les premiers jours de notre installation. On n'a pas cessé d'accompagner les investisseurs dans leurs difficultés, nous n'avons pas cessé d'interpeller et de demander à ce que cette région bénéficie de sa part de développement et les résultats commencent à apparaître et j'en suis fier !

Nous avons pris beaucoup d'initiatives sur beaucoup de choses. (Applaudissements). Surtout, depuis que nous sommes là parce que nous avons pris des engagements et demain, nous serons comptables du bilan qui sera réalisé dans cette wilaya. Nous sommes soucieux des difficultés, il y'en a encore beaucoup de blocages de la part de l'Administration, il y'a beaucoup d'embûches, mais, nous continuerons à nous battre. Je n'ai pas cessé de lancer des appels à travers la presse nationale, que ce soit la télévision ou la presse écrite ou la presse parlée, de demander aux investisseurs de venir et de nous signaler toutes les entraves qu'ils rencontrent, charge à nous de les accompagner. De toute manière, nous sommes condamnés à réussir, ça sera l'œuvre des élus de la wilaya de Tizi-Ouzou. Ca ne sera ni, l'œuvre de l'Administration ni, l'œuvre de quiconque ; nous serons fiers de présenter notre bilan et me concernant, je commence à être déjà fier et je le suis. Merci. (Applaudissements). Nous allons entendre encore une ou deux interventions. Une fois les interventions terminées, nos amis ramèneront un projet de déclaration qui sera soumis à votre appréciation.

MAHTOUT RABAH : (Représentant association AJUA)

Bonjour tout le monde, Azul fellawen.

Il me semble que cette rencontre est un fait historique.

M. LE PRESIDENT :

Présentez vous s'il vous plait.

MAHTOUT RABAH :

Oui. Je me présente : M MAHTOUT Rabah, représentant de l'AJUA, ex candidat à la députation, représentant de l'AJUA. Alors, je félicite beaucoup l'APW

M. LE PRESIDENT

Pardon, je suis obligé de vous retirer la parole. C'est une rencontre réservée exclusivement aux élus. Ecoutez, le mouvement associatif, n'a pas été convié en tant que tel, vous êtes là, bon, vous essayez d'être plus bref car cette rencontre est organisée exclusivement aux élus et c'est à eux d'en débattre.

MAHTOUT RABAH :

C'est vrai. Je suis au courant de ça, je suis invité par un ami, je ne voulais pas m'absenter et j'ai bien voulu marquer ma présence.

M. LE PRESIDENT

Vous êtes invité, c'est une chose, intervenir, c'en est une autre.

MAHTOUT RABAH :

Pardon, M. IKARBANE, vous avez raison, c'est vrai, c'est vrai, c'est vrai, je vous l'accorde. Je ne sais pas que quand il faut prendre la parole, il faut faire appel à un avocat. Mais, j'essaierai d'être bref. Donc, si, la Kabylie est arrivée à une telle situation pareille, c'est parce qu'il y'a une marginalisation totale de ses hommes qui sont en mesure de redonner espoir à ce pays. Je crois que dans nos traditions de Kabyles, je crois qu'il y'a une dignité qu'elle a perdue depuis la crise...

M. LE PRESIDENT :

Vous êtes en train de dire n'importe quoi.

MAHTOUT RABAH :

Si, si, si M. IKARBANE ! Laisse moi terminer. La politique est considérée comme étant l'art du mensonge... **(Fin de la K7)**

L'intéressé a été invité par M Le Président à quitter la salle suite aux débordements, après lui avoir retiré la parole avec lancement de paroles outrageantes en direction de M Le Président par cet intervenant.

L'enregistrement de l'intervention de M. NAIT SIDI AHMED n'a pas été faite également.

DR. BOUDARENE MAHMOUD : (Député)

Bonjour.

Merci au bureau de l'APW d'avoir organisé cette rencontre comme celle-ci. Il est évident que les débats sont riches et démocratiquement exprimés, c'est une excellente chose. Se parler, en s'écoutant et en se respectant, c'est une excellente chose.

Si, on apprend à se parler en s'écoutant et en se respectant, c'est magnifique parce que là, en matière de dynamique de groupe, là, c'est le psychiatre qui parle, ça peut faire avancer les choses. On veut comme l'a dit notre ami Député, Saïd LAKHDARI : faire ces choses ensemble à partir du moment où, on se respecte, on s'écoute, on peut faire énormément de choses ensemble.

C'est vrai qu'il ne faut pas tirer sur l'Etat systématiquement et d'une manière irresponsable. C'est vrai aussi, qu'on n'a pas le droit d'accabler les services de sécurité parce qu'ils sont tous les jours sur le terrain, ils font leur travail, j'imagine, avec application. C'est vrai qu'ils perdent leur vie. C'est vrai que nous devons leur rendre hommage. Mais, il est vrai aussi, quand on regarde l'état dans lequel est notre région, on est obligés de constater que l'insécurité bat son plein. Il m'arrive de parcourir de part mon métier de médecin et de mon travail de Député à travers l'Algérie, je suis parti à Constantine, je suis passé par Sétif, je regrette, la ville de Sétif qui a le même statut et importance que la ville de Tizi-Ouzou est à mille lieux de la ville de Tizi-Ouzou en matière d'infrastructures, en matière de routes, en matière de développement et en matière de sécurité etc. On a l'impression qu'on vit, une vie paisible, on a l'impression d'être sur une autre planète !

Lorsqu'on regarde comment on vit à Tizi-Ouzou, la violence sociale qui est pratiquement dans le temps était étrangère, on est obligés de nous rendre compte que notre région est en proie à l'insécurité.

Et, il est de notre devoir parce que, nous sommes des élus justement, d'aiguillonner, même si, les pouvoirs publics font ce qu'ils veulent, il est de notre devoir de les amener à faire mieux. Je pense qu'il est de notre rôle, il faut toujours exiger plus et il faut toujours exiger mieux. Et, je crois que les citoyens, ceux qui nous ont élu, nous attendent justement sur ce terrain. On est pas là pour caresser dans le sens du poil, on est là pour reconnaître ce qui est fait, on ne peut pas occulter et, M Le Président de l'APW l'a bien dit, il a même montré et exprimé sa fierté concernant ce qui a été fait justement, depuis que l'APW a été installée. On applaudit tout ça, bien sûr, il faut le reconnaître. Nous devons accompagner les bonnes volontés dans tout ce qui est fait au niveau de la région.

Mais, il se trouve que la région de la Kabylie et en particulier la wilaya de Tizi-Ouzou, puisque nous y sommes, il y'a comme une espèce d'anesthésie. Je ne veux pas aller faire le procès d'intention et dire qu'il y'a une volonté délibérée de ne pas faire les choses, je ne peux pas aller là dedans parce que, je peux me tromper.

Mais, en tout cas, quand on regarde les choses comment elles se font, effectivement, on ne peut pas stationner dans la ville de Tizi-Ouzou sans qu'il y'ait des gens qui vous demandent de payer le parking, on ne peut pas s'arrêter du côté de Oued-Aissi si, on est en panne de voiture ou on veut arroser le gazon comme on dit, sans que l'on se fasse délester de ses affaires par le grand banditisme, le banditisme, le terrorisme et la petite délinquance. Les fléaux sociaux comme les toxicomanies, les suicides, vous le savez tous, la presse l'annonce systématiquement et il semblerait que cela ne se passe nulle part ailleurs que dans la wilaya de Tizi-Ouzou. La wilaya de Tizi-Ouzou est même dans le hit parade des suicides, ce qui est faux. Mais, il n'empêche que ça fait partie de notre environnement sociologique. La violence sociale, c'est quelque chose qui est évident, qui est craignant, qui est apparent et qui jalonne le quotidien des citoyens de la région.

Donc, ce qui faut, c'est d'être exigeant, il faut interpeller les autorités centrales. Il faut d'abord interpeller les autorités locales, la wilaya, le Wali, les services de sécurité pour qu'ils fassent leur travail, on va les accompagner, on va les aider, on leur envoie ce message là, nous

sommes disponibles pour le faire. On n'est pas là pour contre carrer une quelconque action bienfaitante pour la wilaya. Nous sommes là pour les accompagner, il faut qu'ils bougent.

Je crois que le message qu'on doit envoyer aujourd'hui, je crois l'avoir perçu dont tout ce qui a été dit aujourd'hui par ceux qui ont intervenu. Le message que nous devons envoyer aux forces de sécurité, c'est que notre région est en proie à une grande insécurité.

Les populations locales n'osent pas sortir de chez elles, n'osent pas se déplacer, ne vivent pas en réalité parce qu'il y'a une chape de plomb qui s'est abattue sur cette région et cette chape de plomb empêche le développement de cette région ; vous savez que le taux de chômage dans la wilaya de Tizi-Ouzou, est le double par rapport au taux de chômage à l'échelle nationale ! On voit bien qu'il n'y a pas suffisamment ou qu'il n'y a pas du tout de politique d'emploi en faveur de cette région et vous savez tous que s'il n'y avait pas de pensions de nos vieux et de nos vieilles qui ne venaient pas de pays européens, eh bien, la catastrophe serait encore plus grande. Il ne faut pas oublier que les vieux et les vieilles ne vivent pas longtemps. Le message que nous devons envoyer aujourd'hui aux pouvoirs publics, à l'Etat, c'est que la région est en proie à l'insécurité et qu'il faudra absolument, nous donner les moyens pour lutter contre cette insécurité.

Quand on circule à Oran, à Constantine, à Tiaret, comme le disait quelqu'un, ce matin, en toute sécurité de jour comme de nuit et qu'en Kabylie, à partir de 5h du soir, on doit rentrer chez soi, y'a pas de raison ! Il faut qu'ils fassent tout ce qu'ils font sinon plus mais, en tout cas, il faut qu'ils fassent autrement ou mieux parce que sur le terrain, on voit bien qu'il y'a insécurité et je vous remercie. (Applaudissements).

M. HADIBI SAADI : (VICE PRESIDENT APW)

Honorable assistance, bonjour.

J'ai tout fait pour passer avant le Dr BOUDARENE, mais, que voulez vous, l'emploi du temps n'a pas voulu ! Ce veut dire que c'est un peu dur pour moi.

Je voudrai à mon tour, attirer l'attention des élus, sur quelque chose qui vient de se passer à savoir, la vigilance. Dans un moment d'oubli, je me suis retrouvé debout, j'ai cédé ma place à quelqu'un qui ne devait même pas intervenir mais, qui est quand même un gentil garçon ...

Sur ce, je voudrai résumer un peu ce qui s'est dit dans la salle. J'ai très bien écouté les interventions des uns et des autres. En dehors des différences que nous avons, que nous savons, que nous cultivons depuis, un certain temps, nous venons de découvrir aussi, que nous avons des convergences et c'est tout ça aussi, le bénéfice de cette rencontre. C'est une rencontre où nous sommes arrivés à communiquer et qui j'espère, sera le prélude à d'autres rencontres pour aller de l'avant.

Je retiens des interventions des uns et des autres, des éléments essentiels : les élus se reconnaissent comme les seuls représentants de la population. La sécurité dans la wilaya : nous sommes prêts à accompagner le travail qui se fera dans ce sens.

Sur ce, je demande à M Le Président, puisqu'il est déjà 13h et quelques..., de procéder à l'installation de la commission de rédaction de la déclaration. Merci. (Applaudissements).

M. LE PRESIDENT :

Donc, par souci de représentativité, nous avons donc, ici, au bureau, un maire, un élu APW, un Député ou deux Députés, ils sont invités à se retirer pour nous préparer le projet de déclaration. Pour l'essentiel, essayez de faire vite, respecter le temps et aussi, ramasser au mieux vos moyens et tout ce qui est dit dans la salle de façon à rédiger une déclaration qui trouvera un consensus.

Retrait de la commission

Cela ne nous empêche pas de continuer la discussion dira le Président à l'assistance pour permettre à ceux qui voudront intervenir de le faire. (Aucun élu n'a intervenu)

La commission après quelques instants, est revenue dans la salle.

M. LE PRESIDENT :

La commission à qui, nous avons délégué le pouvoir de nous proposer un projet de déclaration qui sera soumis à votre approbation, est revenue avec un texte, je vous donnerai lecture et en attendant, son approbation, on le lancera pour sa duplication. Il y'a un agent qui attend pour le faire dès son approbation, pour pouvoir le distribuer à la presse et à tous les présents. L'APW, se chargera de le remettre à tous les concernés, comme je l'ai dit au début de nos travaux.

Avant cela, j'aimerais juste informer les élus de l'APW, qu'ils peuvent retirer d'ores et déjà, à la fin de nos travaux, tous les documents concernant la session de l'APW qui se tiendra, le 14 de ce mois. Donc, dans deux jours.

Donc, voilà, le projet de déclaration :

Vous aurez à remarquer qu'il n'est pas fait mention à l'APW, car, cela n'engage pas seulement l'APW mais, cela engage l'ensemble des élus qu'ils soient, nationaux, régionaux ou locaux.

Je donnerai lecture, doucement, de manière à ce que, tout un chacun, puisse saisir le texte.

Début de citation :

«DECLARATION

Nous, élus de la wilaya de Tizi-Ouzou (parlementaires, élus APW et APC) réunis ce jour 12-juillet-2008 pour un débat franc et vital, relatif à l'insécurité qui prévaut dans notre région, déclarons que :

*- l'insécurité sous toutes ses formes, hypothèque l'avenir de notre wilaya.
- au chômage endémique, aux maux sociaux, à la violence grandissante, à l'insécurité, s'ajoutent l'anarchie ambiante et le laisser aller.*

Nous réaffirmons que :

- les services de sécurité, quelque soit le corps auquel, ils appartiennent, doivent accomplir pleinement et efficacement leur rôle, à tous les niveaux et sur toute l'étendue de la wilaya, dans le strict respect des lois de la République et des Droits de l'Homme.

- les élus, sont les seuls représentants légitimes de la population parce que, mandatés par celle – ci.

- les élus, sont jaloux des prérogatives que leur a conférées l'urne et qu'ils feront face aux représentants autoproclamés et usurpateurs de tous bords qui alimentent le désordre, espérant se replacer de nouveau.

- toute autre approche qui ne respecte pas la volonté exprimée par les urnes, sera comprise comme une volonté délibérée d'enfoncer encore plus la région dans le chaos.

Les élus de la wilaya de Tizi-Ouzou, conscients que le développement n'est possible que dans la sécurité rétablie, ne ménageront aucun effort pour aider à lutter contre ce phénomène qui gangrène de plus en plus la région, pour peu que les pouvoirs publics partagent notre préoccupation.

Les élus appellent la population à rester vigilante.

Le devenir de notre région dépend aussi, de notre capacité à rejeter les intrus et à mener l'Etat, à mettre en œuvre ses attributions constitutionnelles.

Tizi-Ouzou, le 12-07-2008 »

Fin de citation. (Applaudissements)

Donc, le texte dont je viens de faire lecture, est soumis à votre approbation :

Quels sont ceux qui sont pour cette déclaration ? **Unanimité**

Quels sont ceux qui sont pour cette déclaration ? **RAS**

Apparemment, le texte a fait le consensus général, il a été approuvé à l'unanimité, nous nous félicitons. (Applaudissements).

Il me reste en ma qualité de Président de l'Assemblée Populaire de Wilaya, à remercier l'ensemble des présents à cette journée de travail que j'estime, s'est déroulée dans de bonnes conditions, avec un débat libre et franc et dont lequel, tout un chacun de nous, a eu à exprimer son point de vue.

J'estime aussi, que l'équipe qui a eu à rédiger cette déclaration, a repris l'essentiel des préoccupations qui se sont exprimées dans la salle.

Il nous reste maintenant, une deuxième étape, c'est d'abord de la faire parvenir par voie de presse bien sûr mais aussi, par courrier officiel, à l'ensemble des centres de décision.

En tant qu'élus de la population, nous venons d'assumer nos responsabilités qui sont doubles :

D'abord, notre devoir et notre droit puisqu'il s'agit d'un devoir et d'un droit d'exprimer les préoccupations de leur population.

- la deuxième préoccupation, c'est de réaffirmer notre attachement à notre mandat et nous disons aussi, que nous sommes jaloux de nos prérogatives et nous ne sommes pas prêts à les céder à quiconque. Seules les urnes, peuvent conférer une légitimité populaire. Les urnes, pour le moment, se sont exprimées en faveur des élus ici, présents qui, je le rappelle, constituent la majorité écrasante qu'elle soit sur le plan de l'APC, de l'APW ou au niveau de la représentation nationale par les Députés et Sénateurs.

L'écrasante majorité des élus, est représentée. Quand je dis l'écrasante majorité, les APC sont représentées par leurs Présidents. L'APW : les membres de l'APW, sont ici, présents et fortement présents et enfin, les élus nationaux, le sont aussi, nous nous félicitons. Nous nous félicitons de cette mobilisation.

Nous vous donnons rendez vous à une prochaine rencontre. Nous allons vous convier à chaque fois que de besoin. Vous êtes des élus comme nous ; nous avons les mêmes aspirations et les mêmes responsabilités, chacun en ce qui le concerne. Que notre mandat soit, national, wilayal ou communal, nous sommes tous des représentants légitimes et nous sommes appelés à travailler, main dans la main.

Il y'a déjà la distribution qui se fait dans la salle en faveur des journalistes, on va la distribuer ici, à l'ensemble des présents. Nous sommes conviés à déjeuner au niveau du restaurant de la wilaya. Bon appétit et merci. (Applaudissements)

Séance levée à 14H40'

LE SECRETAIRE DE SEANCE,

L. R A B A H I